Solidaires Finances Publ'ques 35
SYNDICAT NATIONAL
Section de l'Ille-et-Vilaine

La force de tous les agents de la DGFiP

Déclaration liminaire du CDAS du 29 mars 2022

Monsieur le Président,

Solidaires Finances 35 tient tout d'abord à affirmer sa solidarité au peuple Ukrainien qui depuis le 24 février dernier, résiste à l'agression russe et qui souffre sous les bombardements et les combats mais aussi à ceux qui en Russie, s'opposent à cette guerre et qui bravent la répression politique.
Concernant la tenue de ce CDAS, nous pourrions vous relire exactement les mêmes liminaires que lors des précédents, au vu de la situation catastrophique de l'action sociale.
La seule chose qui a changé dans notre discours est le statut de nos revendications. Nous parlions au début « d'inquiétudes » et « d'orientations préoccupantes » sur l'avenir de l'action sociale.
Puis, les inquiétudes se sont transformées en « craintes » d'une destruction programmée, d'une liquidation de l'action sociale, de son organisation, des diverses associations, de notre parc immobilier…
Aujourd'hui, nous n'en sommes plus au stade des craintes ou des inquiétudes, la Direction Générale ne lui a laissé aucune chance et a lancé sa réforme : l'action sociale, l'un des derniers bastions de solidarité et de liens, fruit des revendications collectives, est dans le collimateur de nos responsables politiques. Pour preuve la volonté de vendre au secteur privé presque toutes nos résidences EPAF ! Les personnes qui y travaillent subissent un véritable plan social.
L'action sociale départementale est désossée et se voit engloutie par un monstre régional dans lequel nous allons perdre tout ce qui faisait sa force : la proximité, l'adaptabilité et la solidarité.
Solidaires Finances 35 considère qu'avec la forte progression de l'inflation et nos trop faibles revalorisations en matière de salaires, l'action sociale n'a jamais été autant au cœur des préoccupations des agents, titulaires ou non, actifs ou retraités.
Solidaires Finances 35 revendique le maintien d'une action sociale de proximité et réaffirme son opposition à la réorganisation de son réseau.